

# Hégémonie(s)

Textes extraits des livres : *Chine/États-unis, le capitalisme contre la mondialisation*, Benjamin Burbaumer, La découverte, 2024.

*Le ministère des contes publics*, Sandra Lucbert, Verdier, 2021

Ces deux textes appliquent le concept d'hégémonie, théorisé par Antonio Gramsci (1891 - 1937), à deux contextes différents.

Le premier texte, de Benjamin Bürbaumer, est une analyse d'économie politique qui s'intéresse aux ressorts de la « guerre économique » entre la Chine et les États-unis. L'auteur montre dans un premier temps qu'en chapeautant la mise en place de la mondialisation économique, les États-unis en ont définis les règles. Ces mêmes règles qui leur permettent d'en tirer profil et de perpétuer leur situation d'hégémon. La suite du livre consiste à montrer comment la Chine depuis deux décennies essaie de s'extraire de ce jeu dont les dés sont pipés et de créer son propre jeu (économique) avec ses propres règles.

Le second texte, de Sandra Lucbert, est un essai littéraire abordant la question de la dette publique et de la faillite du service public. L'auteure part de l'émission *C dans l'air : Dans le piège de la dette*. La journaliste Caroline Roux rencontre des habitants du Diois (Drôme) qui appellent les dirigeants politiques à arrêter la destruction du service public suite à la fermeture d'une maternité et au décès d'un enfant qui aurait pu être pris en charge. Face à eux, la journaliste reçoit des « experts », majoritairement économistes qui mobilisent le poids de la dette française pour justifier la fermeture de la maternité. En littéraire et sémiologue, Sandra Lucbert s'applique à démythifier le mythe à réinscrire dans la réalité les contes du ministère.

*Chine/États-unis, le capitalisme contre la mondialisation*

## Les États-Unis dans le piège de l'hégémonie

La supervision de la mondialisation tout comme sa contestation ne peuvent être le fruit de l'action d'un unique pays. Le concept gramscien d'hégémonie permet de comprendre qu'une grande puissance ne l'est durablement qu'à la condition de créer une adhésion volontaire des pays soumis à son autorité. Pour les mêmes raisons, la contestation de l'hégémon exige un projet de réorganisation suffisamment captivant pour produire un effet d'entraînement sur des pays tiers. La puissance contestataire doit être un pôle d'attraction.

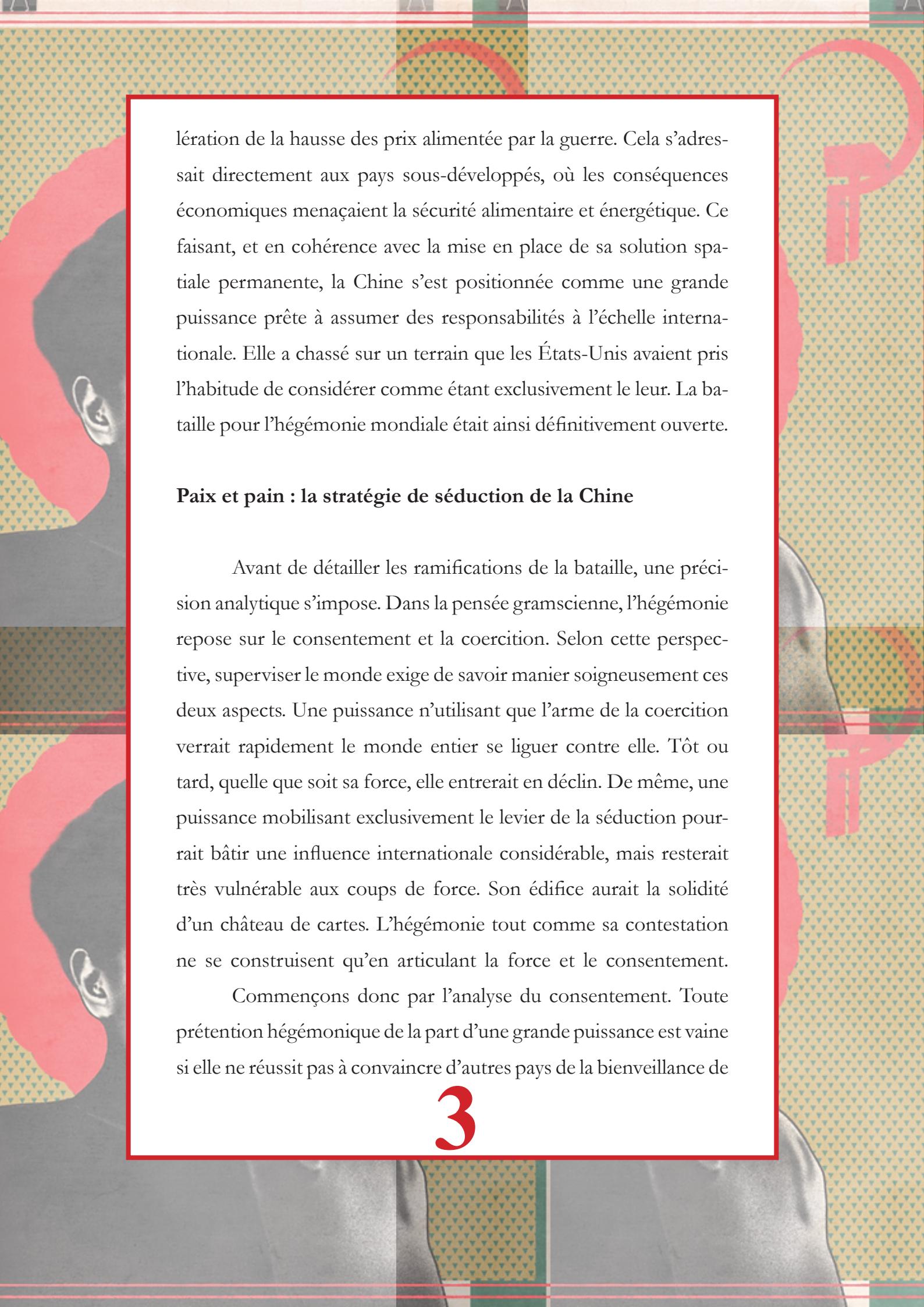
À l'heure actuelle, les États-Unis et leurs plus proches alliés peinent à produire un consentement au-delà du cercle de l'Atlantique nord. Lors de l'édition 2023 de la Conférence de Munich sur la sécurité, haut lieu d'échanges sur la politique étrangère, les dirigeants européens et américains n'ont pas ménagé leurs efforts pour convaincre les pays de la périphérie de l'importance de la guerre en Ukraine. Emmanuel Macron y a dénoncé avec ferveur une invasion russe « néocoloniale, impérialiste » qui n'est selon lui pas « seulement une guerre européenne » [1]. La vice-présidente américaine Kamala Harris n'a pas été en reste : « Aucune nation n'est en sécurité dans un monde où un pays peut violer la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un autre, où des crimes contre l'humanité sont commis en toute impunité ; où un pays aux ambitions impérialistes peut échapper à tout contrôle [2]. » Non sans audace, les États-Unis et leurs alliés ont ainsi tenté de se faire passer pour le camp des anti-impérialistes.



Le message, bien rodé, fut reçu avec scepticisme par ses destinataires. Dans leurs rencontres plus informelles lors de la Conférence, les représentants des pays occidentaux n'ont pu que constater « une préoccupation beaucoup plus grande pour des sujets tels que l'inflation, la dette, la hausse des prix de l'énergie et la sécurité alimentaire que pour la guerre en Ukraine », mais aussi « un ressentiment persistant à l'égard des résultats décevants de l'Occident en matière de partage des vaccins contre le coronavirus et de compensation des dommages causés par le changement climatique » [3].

Passablement frustrés par l'inefficacité de leur mise en récit de la politique mondiale contemporaine, les États-Unis ont constaté de surcroît que la Chine s'affirmait de plus en plus comme une puissance rivale. La conférence s'est déroulée dans un climat tendu, quelques jours seulement après l'incident du ballon chinois abattu par l'armée américaine. Le secrétaire d'État américain Anthony Blinken a profité de l'occasion pour tenter de remettre son homologue chinois Wang Yi à sa place de subordonné en lui indiquant que tout support matériel à l'armée russe aurait des « conséquences sérieuses » sur les relations sino-américaines [4]. L'injonction fut mal perçue. Dans la foulée, la Chine a fait savoir qu'elle n'acceptait pas que les États-Unis lui « dictent » les termes de ses relations avec la Russie.

Mais la Chine ne s'est pas contentée d'apparaître sur la défensive, elle a présenté son propre plan de paix pour l'Ukraine. Insistant sur la nécessité d'un dialogue entre l'Ukraine et la Russie face aux coûts économiques croissants de la guerre, ce plan avait pour ambition de court-circuiter les efforts de médiation occidentaux. La mention des coûts faisait explicitement allusion à l'accé-



lération de la hausse des prix alimentée par la guerre. Cela s'adressait directement aux pays sous-développés, où les conséquences économiques menaçaient la sécurité alimentaire et énergétique. Ce faisant, et en cohérence avec la mise en place de sa solution spatiale permanente, la Chine s'est positionnée comme une grande puissance prête à assumer des responsabilités à l'échelle internationale. Elle a chassé sur un terrain que les États-Unis avaient pris l'habitude de considérer comme étant exclusivement le leur. La bataille pour l'hégémonie mondiale était ainsi définitivement ouverte.

### **Paix et pain : la stratégie de séduction de la Chine**

Avant de détailler les ramifications de la bataille, une précision analytique s'impose. Dans la pensée gramscienne, l'hégémonie repose sur le consentement et la coercition. Selon cette perspective, superviser le monde exige de savoir manier soigneusement ces deux aspects. Une puissance n'utilisant que l'arme de la coercition verrait rapidement le monde entier se liguer contre elle. Tôt ou tard, quelle que soit sa force, elle entrerait en déclin. De même, une puissance mobilisant exclusivement le levier de la séduction pourrait bâtir une influence internationale considérable, mais resterait très vulnérable aux coups de force. Son édifice aurait la solidité d'un château de cartes. L'hégémonie tout comme sa contestation ne se construisent qu'en articulant la force et le consentement.

Commençons donc par l'analyse du consentement. Toute prétention hégémonique de la part d'une grande puissance est vaine si elle ne réussit pas à convaincre d'autres pays de la bienveillance de



sa démarche. Tout le monde doit avoir l'impression d'être gagnant. Afin de comprendre comment un pays peut y parvenir, les réflexions de Gramsci sur le leadership sont un repère précieux. Le leadership se décompose en trois éléments complémentaires : la masse, le dirigeant comme incarnation d'un projet politique, et l'intermédiaire entre les deux, c'est-à-dire les médias, conçus au sens large de moyen d'information véhiculant simultanément une vision du monde particulière [5]. Au prix de quelques ajustements concernant la masse et les médias censés l'atteindre, cette pensée développée dans le cadre de l'État-nation peut être transposée à l'échelle mondiale.

Appliquons cette grille de lecture à la montée en puissance de la Chine. Ainsi, on ne voit plus Xi Jinping seulement comme le dirigeant d'un régime d'accumulation extraverti, on le conçoit comme le porteur de la contestation de la supervision américaine du capitalisme global, et donc d'une réorganisation fondamentale où la Chine remplacerait peu à peu les États-Unis. La masse à prendre en considération n'est plus seulement la population chinoise, mais à la fois les dirigeants d'autres pays et leur société civile. Puisque la masse se situe sur ce double plan, la médiation doit s'adresser aux deux. L'analyse de la bataille pour l'hégémonie mondiale doit donc interroger les relations entre la Chine, d'une part, et les dirigeants du reste du monde et leur population respective, d'autre part. L'efficacité de la performance de séduction chinoise se mesure à l'aune de la prise de son récit sur le réel. Selon une formule élégante d'Isabelle Garo, « les représentations quelles qu'elles soient n'assument leur fonction de médiation sociale que via les relations réciproques qu'elles entretiennent avec la vie réelle et ses

contradictions [6] ». Un récit de séduction ne peut être complètement inventé. La médiation doit donc nécessairement prendre pied dans le vécu des dirigeants et des populations qu'il faut gagner à sa cause. Grâce à ce compas analytique, il devient possible de naviguer dans les eaux troubles des relations internationales.  
[...]

## Une force de paix

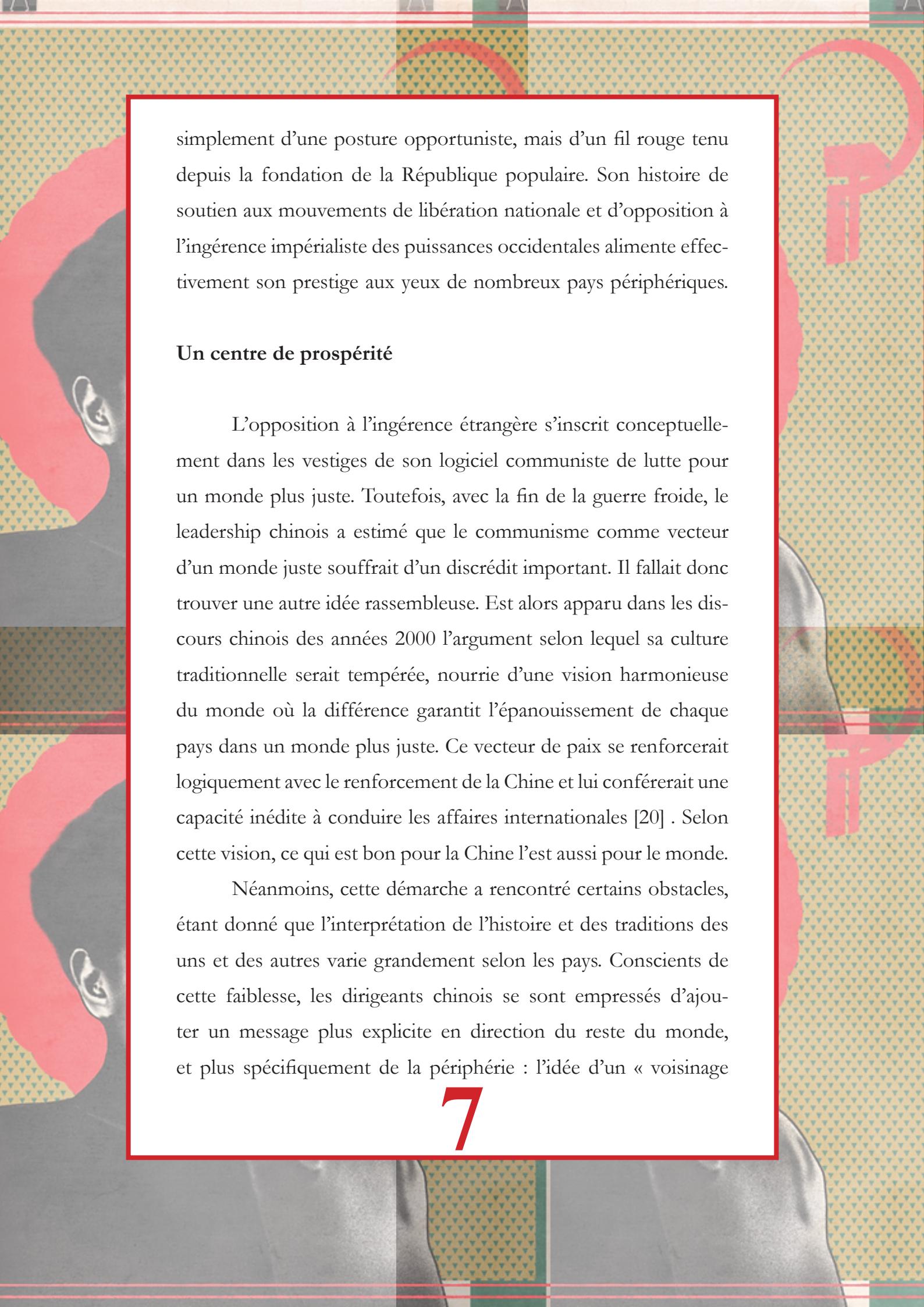
Comme le souligne l'historien des relations internationales Pierre Grosser, « la Chine martèle qu'elle n'a pas mené de guerre depuis 1979, alors que les États-Unis n'ont pas cessé d'utiliser leurs forces militaires aux quatre coins du monde [13] ». Washington redoute cet argument. Un des penseurs éminents de sa grande stratégie, théoricien des relations internationales à l'université Harvard, ancien membre du gouvernement de Bill Clinton et trilatéraliste militant, Joseph S. Nye, s'alarmait dès 2009 de la chute de la popularité des États-Unis en Europe, Amérique latine et surtout dans le monde musulman depuis la guerre en Afghanistan [14]. Cette dynamique était aussi à l'œuvre dans les pays asiatiques, où « Pékin a profité de la guerre globale des États-Unis contre le terrorisme pour lancer une vaste opération de charme [15] ».

Au vrai, la prise de conscience était plutôt tardive. Dès 2003, plus de huit millions de personnes manifestaient sur les cinq continents contre l'invasion américaine imminente de l'Irak [16]. Une guerre controversée que les États-Unis ont très maladroitement tenté de justifier en inventant des armes de destruction



massive prétendument détenues par Saddam Hussein. Pour autant, Nye espérait que cette chute fût associée aux politiques américaines conjoncturelles, et non à la culture ou aux valeurs états-uniennes. Autrement dit, les mauvaises nouvelles s'évaporeraient avec un changement d'orientation de la politique étrangère. Peu importaient les mauvaises décisions, les États-Unis resteraient associés à des valeurs appréciées dans le monde entier, comme la démocratie libérale, les droits humains ou l'État de droit. Mais la guerre en Irak n'a fait que creuser l'écart entre les valeurs promues par les États-Unis et les actes réels. Rien ne l'a mieux illustré que la tristement célèbre prison d'Abou Ghraib, où des militaires américains ont torturé, violé et exécuté des Irakiens.

En face, la Chine s'est non seulement abstenue de telles invasions et a ainsi évité les risques de violation des droits humains ; elle a aussi placé son activité internationale sous le signe de la paix. Elle a en effet « acquis une réputation internationale pour son rôle dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU [17] ». Et elle est aujourd'hui le deuxième plus grand contributeur financier au budget du maintien de la paix de l'ONU, à hauteur de 19 % – les États-Unis occupant la première place avec 27 % [18]. Tandis que la contribution américaine à ce budget baisse, celle de la Chine a doublé en quelques années. Parallèlement, la Chine est en passe de devenir le plus grand fournisseur de troupes à ces missions [19]. Le récit d'une force de la paix chinoise agissant dans le cadre multilatéral, aux antipodes de l'aventurisme guerrier américain, puise ses racines dans ce type d'éléments factuels. Ce récit est d'autant plus crédible que la Chine fait prévaloir qu'il ne s'agit pas



simplement d'une posture opportuniste, mais d'un fil rouge tenu depuis la fondation de la République populaire. Son histoire de soutien aux mouvements de libération nationale et d'opposition à l'ingérence impérialiste des puissances occidentales alimente effectivement son prestige aux yeux de nombreux pays périphériques.

### Un centre de prospérité

L'opposition à l'ingérence étrangère s'inscrit conceptuellement dans les vestiges de son logiciel communiste de lutte pour un monde plus juste. Toutefois, avec la fin de la guerre froide, le leadership chinois a estimé que le communisme comme vecteur d'un monde juste souffrait d'un discrédit important. Il fallait donc trouver une autre idée rassembleuse. Est alors apparu dans les discours chinois des années 2000 l'argument selon lequel sa culture traditionnelle serait tempérée, nourrie d'une vision harmonieuse du monde où la différence garantit l'épanouissement de chaque pays dans un monde plus juste. Ce vecteur de paix se renforcerait logiquement avec le renforcement de la Chine et lui conférerait une capacité inédite à conduire les affaires internationales [20]. Selon cette vision, ce qui est bon pour la Chine l'est aussi pour le monde.

Néanmoins, cette démarche a rencontré certains obstacles, étant donné que l'interprétation de l'histoire et des traditions des uns et des autres varie grandement selon les pays. Conscients de cette faiblesse, les dirigeants chinois se sont empressés d'ajouter un message plus explicite en direction du reste du monde, et plus spécifiquement de la périphérie : l'idée d'un « voisinage



sûr et prospère [21] », dans lequel le développement chinois bénéficierait aux pays voisins grâce à une intégration économique régionale approfondie. Le récit de l'élimination de l'extrême pauvreté en Chine en relevait pleinement. En parallèle, l'attachement traditionnel à la bienveillance et à l'inclusivité de la Chine ne manquerait pas d'assurer la résolution paisible des conflits.

La Chine n'a pas tardé à mettre en pratique ces métamorphoses doctrinaires. Elle a normalisé ses relations avec des pays voisins que la guerre froide avait nettement détériorées (Cambodge, Corée du Sud, Indonésie, Vietnam) et réussi à se faire inviter à des événements organisés par l'Asean. En même temps, son refus de procéder à des dévaluations compétitives au cours de la crise asiatique de 1997 lui a valu les louanges des pays concernés. Plutôt que d'exploiter la position de faiblesse économique des voisins, elle s'est posée en puissance responsable. Son activisme a rapidement fait de la Chine une force centripète : « Le simple nombre de visites que [les dirigeants chinois] ont effectuées et accueillies, ainsi que leur omniprésence dans les réunions régionales – dont un nombre croissant étaient organisées en Chine même – leur ont permis de démontrer une centralité qu'aucun autre État de la région ou de l'extérieur (y compris les États-Unis) n'a pu égaler [22] . »

Si l'attention s'est d'abord concentrée sur son voisinage, la Chine a ensuite pris une place plus importante à l'échelle mondiale. Dès 2003, elle conviait avec succès les États-Unis et la Russie à des négociations sur le nucléaire nord-coréen tout en occupant une place de premier plan dans l'Organisation de coopération de Shanghai (SCO), qui « est largement reconnue comme un “projet

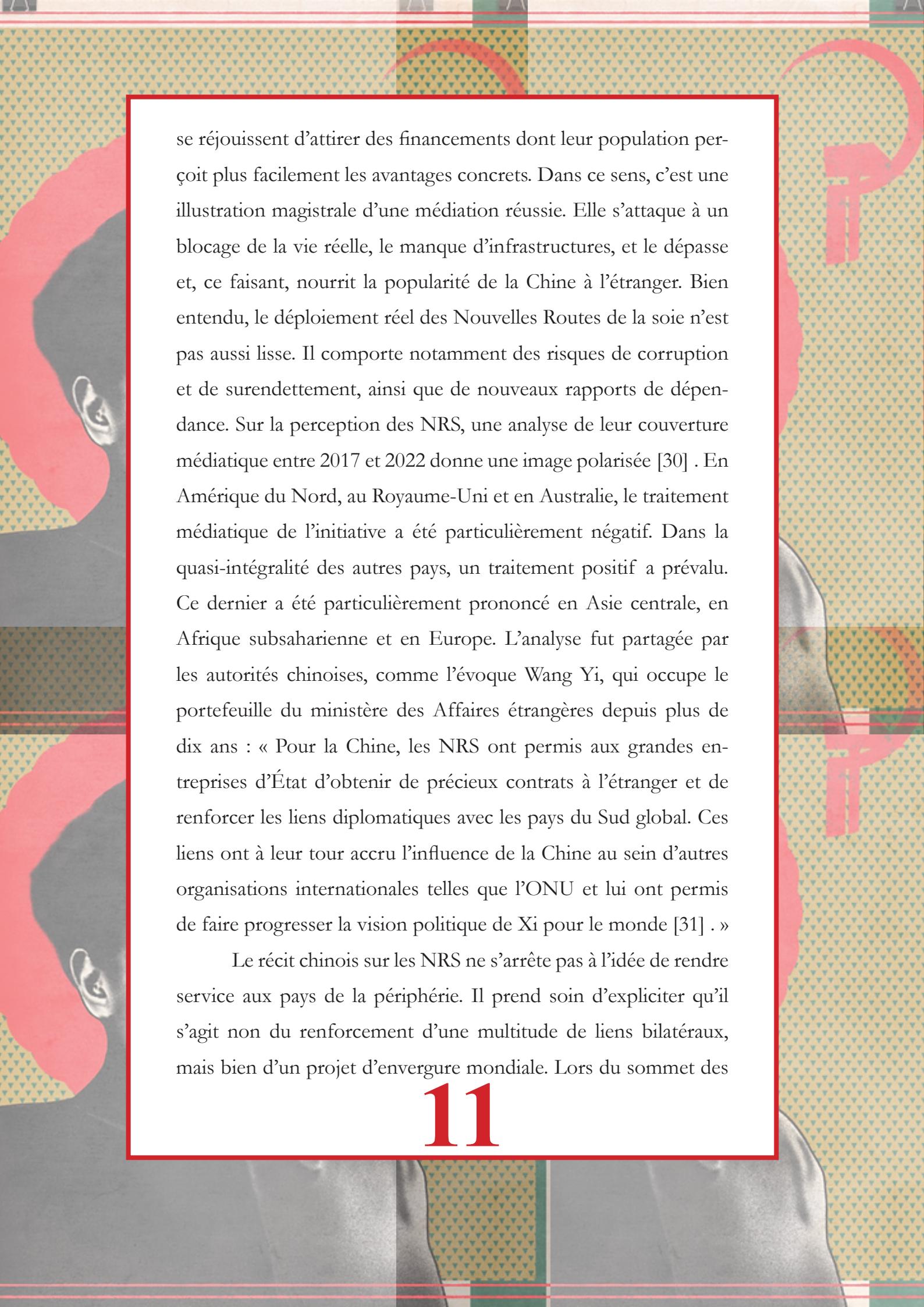
chinois” dont les activités et l’agenda se développent pour accompagner sa montée en puissance [23] ». Cette organisation en charge de la sécurité et du développement économique régionaux s’étend désormais à presque toute l’Asie continentale (hormis les pays de l’Asean). Dans la même veine, la Chine a mis en place un « réseau de multiples cercles de coopération » au sein duquel elle promeut l’idée d’un « monde harmonieux » [24]. S’inscrivant dans un plan stratégique mondial, ces cercles abritent des initiatives diplomatiques rapprochant la Chine et une autre zone géographique spécifique (Moyen-Orient, Afrique, Amérique latine, Pacifique, Europe). Dans ces cercles, la Chine conforte sa centralité à travers des rencontres ministérielles régulières ainsi que des « forums secondaires et des meetings préparatoires qui inscrivent des partenaires dans un réseau de plus en plus vaste d’interactions centrées sur la Chine [25] ». Elle impulse ainsi des idées devant des audiences larges tout en réservant leur mise en pratique et les discussions plus techniques au cadre bilatéral, où son pouvoir de négociation est supérieur.

Grâce à ces initiatives, la Chine s’est mise en position de concurrencer directement le rayonnement des États-Unis. La présence régulière de Xi Jinping au Forum de Davos, où il aime à se présenter comme le champion de l’intégration économique mondiale et de la prise de décision multilatérale, en atteste. L’implication croissante de la Chine dans les affaires internationales a culminé dans les Nouvelles Routes de la soie. Pékin a associé à ce projet, on l’a vu, un récit promouvant un « “nouveau type de relations internationales” moralement supérieur désormais reconnu avec gratitude par d’autres [26] ». Si ce récit n’est pas sans rappeler ce-



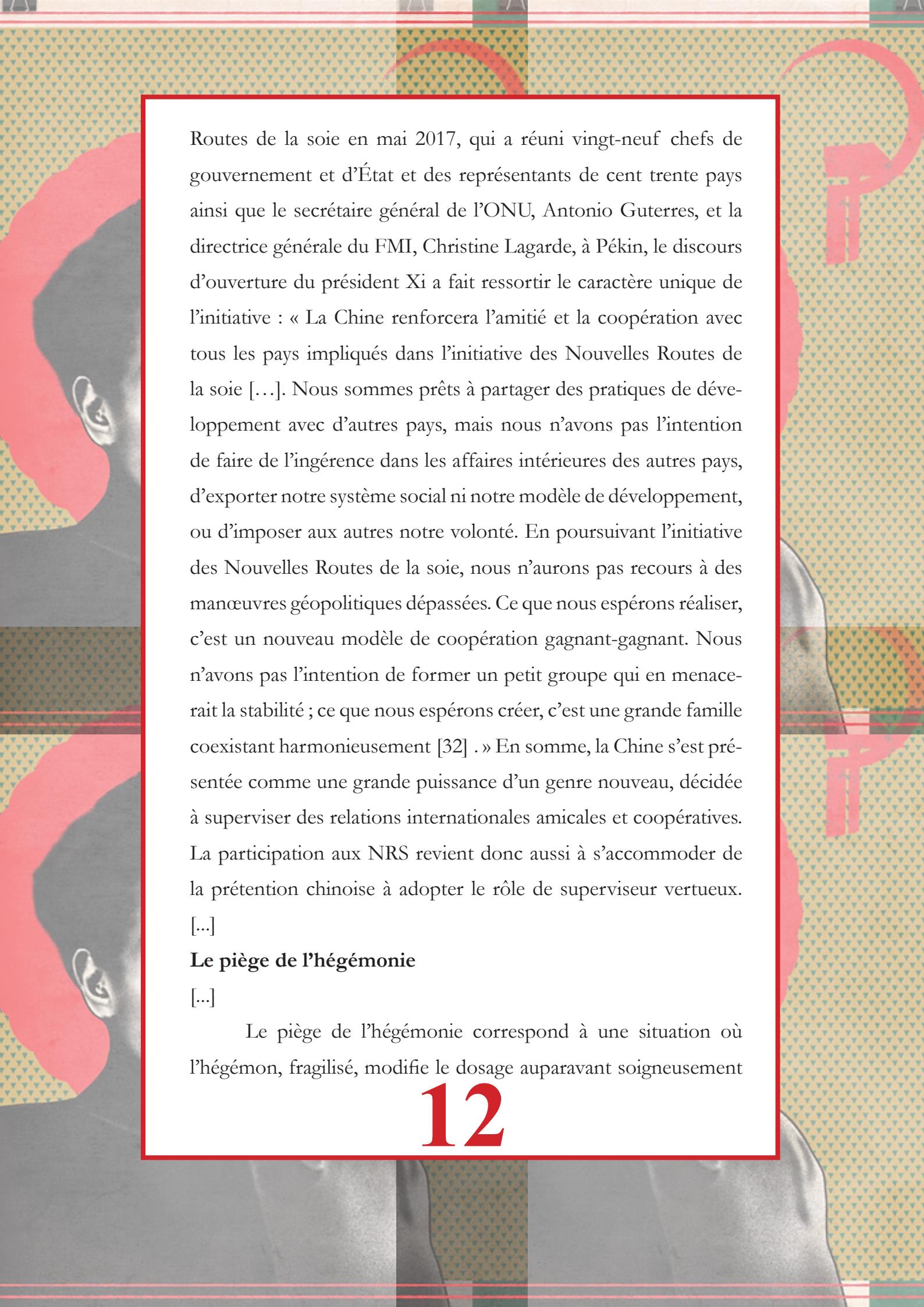
lui du « doux commerce », il se démarque des discours américains sur deux points clés. Premièrement, la Chine finance et construit de fait des infrastructures et des usines dont de nombreux pays ont cruellement besoin, et ce sans leur imposer des conditionnalités de libéralisation comme ce fut le cas avec la thérapie du choc promue par Washington, qui a laissé un goût amer dans des dizaines de pays sous-développés. La Chine est ainsi peu à peu apparue comme une option de développement sans douleur, sans crises ni risques de mécontentement populaire dans les pays concernés. Deuxièmement, la Chine n'a pas cherché à exporter ses institutions politiques. L'autre grande différence par rapport aux plans de Washington a donc été d'offrir une possibilité de coopération, sans l'indexer sur des exigences en matière de changement de régime.

Inquiet de la perte d'influence des États-Unis, l'ancien secrétaire au Trésor Larry Summers a évoqué cette formule poignante d'un décideur d'un pays de la périphérie : « La Chine nous donne un aéroport. L'Amérique nous donne une leçon de morale [27] . » Cela correspond à la distinction entre les idéologies communicationnelles et les idéologies non communicationnelles développée par Fredric Jameson [28] . Tandis que les premières visent à unifier différents espaces par le biais des valeurs de l'un d'entre eux, les secondes relient les voies d'accès entre les différents territoires tout en reconnaissant ce que Fernand Braudel appelait leur « si irréductible originalité [29] ». Cette seconde démarche revêt un pouvoir de séduction considérable. En promouvant la coopération par les infrastructures, la Chine parle à la masse des pays étrangers dans sa double signification : les dirigeants de ces États



se réjouissent d'attirer des financements dont leur population perçoit plus facilement les avantages concrets. Dans ce sens, c'est une illustration magistrale d'une médiation réussie. Elle s'attaque à un blocage de la vie réelle, le manque d'infrastructures, et le dépasse et, ce faisant, nourrit la popularité de la Chine à l'étranger. Bien entendu, le déploiement réel des Nouvelles Routes de la soie n'est pas aussi lisse. Il comporte notamment des risques de corruption et de surendettement, ainsi que de nouveaux rapports de dépendance. Sur la perception des NRS, une analyse de leur couverture médiatique entre 2017 et 2022 donne une image polarisée [30]. En Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Australie, le traitement médiatique de l'initiative a été particulièrement négatif. Dans la quasi-intégralité des autres pays, un traitement positif a prévalu. Ce dernier a été particulièrement prononcé en Asie centrale, en Afrique subsaharienne et en Europe. L'analyse fut partagée par les autorités chinoises, comme l'évoque Wang Yi, qui occupe le portefeuille du ministère des Affaires étrangères depuis plus de dix ans : « Pour la Chine, les NRS ont permis aux grandes entreprises d'État d'obtenir de précieux contrats à l'étranger et de renforcer les liens diplomatiques avec les pays du Sud global. Ces liens ont à leur tour accru l'influence de la Chine au sein d'autres organisations internationales telles que l'ONU et lui ont permis de faire progresser la vision politique de Xi pour le monde [31]. »

Le récit chinois sur les NRS ne s'arrête pas à l'idée de rendre service aux pays de la périphérie. Il prend soin d'expliciter qu'il s'agit non du renforcement d'une multitude de liens bilatéraux, mais bien d'un projet d'envergure mondiale. Lors du sommet des

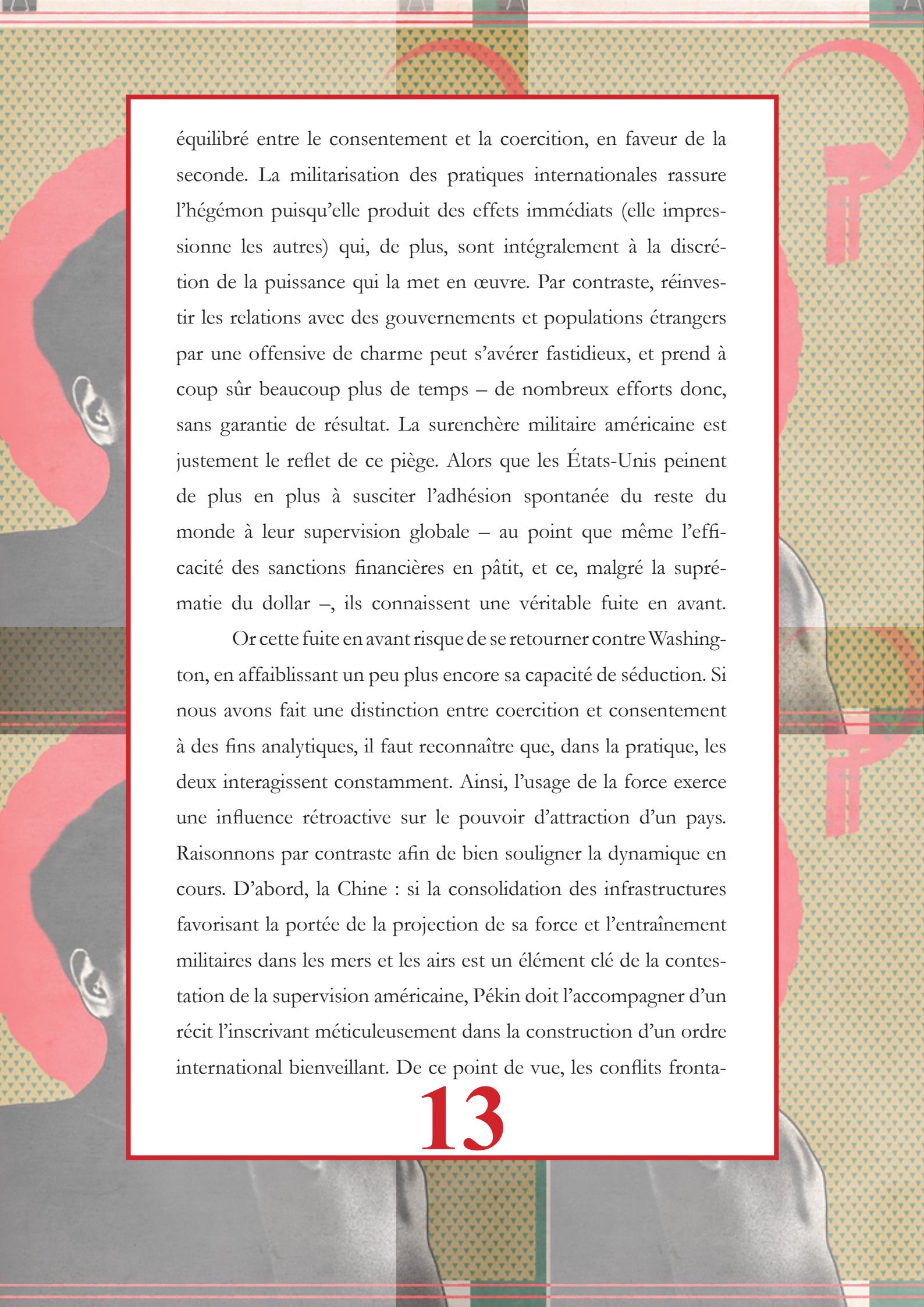


Routes de la soie en mai 2017, qui a réuni vingt-neuf chefs de gouvernement et d'État et des représentants de cent trente pays ainsi que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, à Pékin, le discours d'ouverture du président Xi a fait ressortir le caractère unique de l'initiative : « La Chine renforcera l'amitié et la coopération avec tous les pays impliqués dans l'initiative des Nouvelles Routes de la soie [...]. Nous sommes prêts à partager des pratiques de développement avec d'autres pays, mais nous n'avons pas l'intention de faire de l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, d'exporter notre système social ni notre modèle de développement, ou d'imposer aux autres notre volonté. En poursuivant l'initiative des Nouvelles Routes de la soie, nous n'aurons pas recours à des manœuvres géopolitiques dépassées. Ce que nous espérons réaliser, c'est un nouveau modèle de coopération gagnant-gagnant. Nous n'avons pas l'intention de former un petit groupe qui en menacerait la stabilité ; ce que nous espérons créer, c'est une grande famille coexistante harmonieusement [32] . » En somme, la Chine s'est présentée comme une grande puissance d'un genre nouveau, décidée à superviser des relations internationales amicales et coopératives. La participation aux NRS revient donc aussi à s'accommoder de la prétention chinoise à adopter le rôle de superviseur vertueux. [...]

### **Le piège de l'hégémonie**

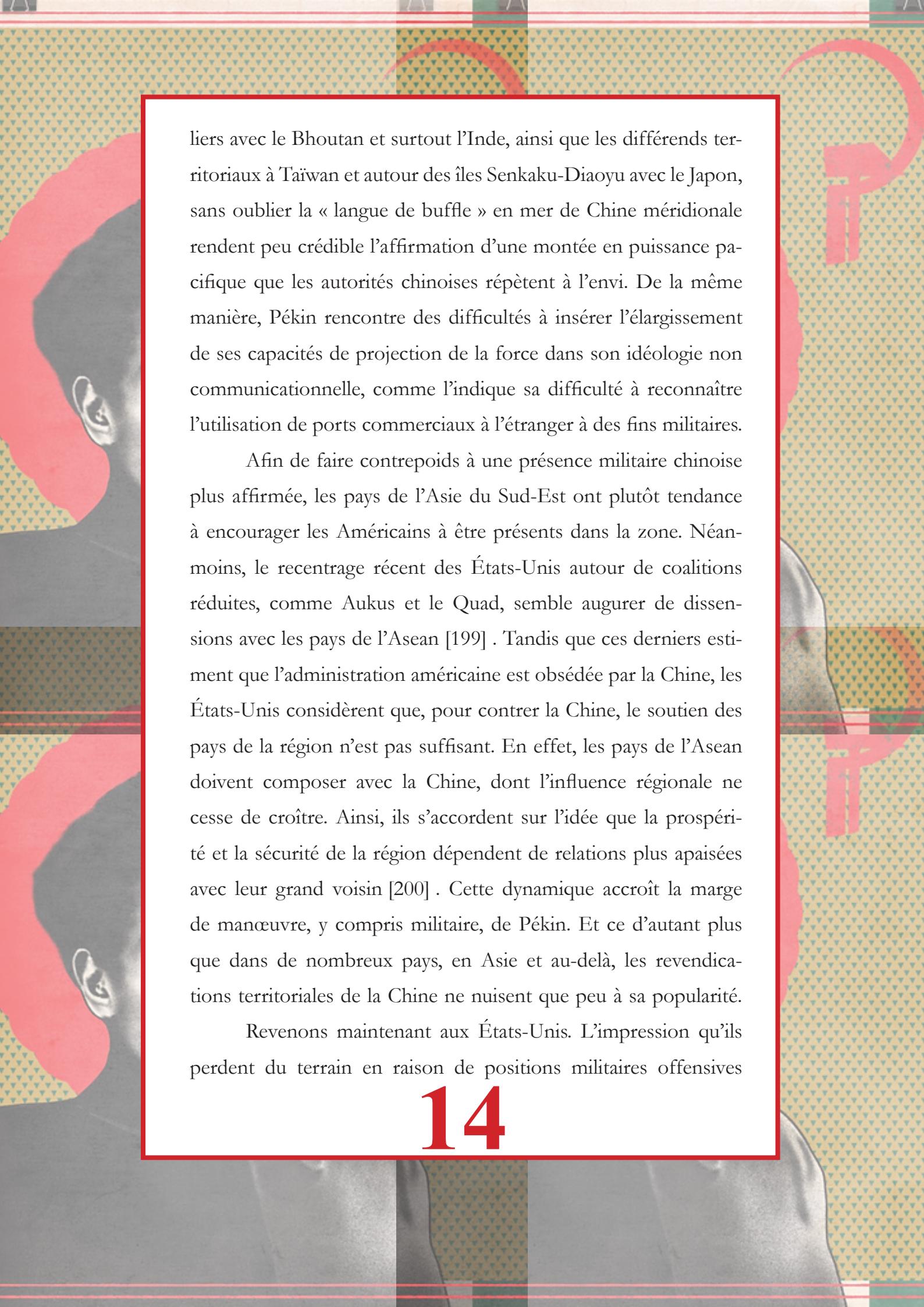
[...]

Le piège de l'hégémonie correspond à une situation où l'hégémon, fragilisé, modifie le dosage auparavant soigneusement



équilibré entre le consentement et la coercition, en faveur de la seconde. La militarisation des pratiques internationales rassure l'hégémon puisqu'elle produit des effets immédiats (elle impressionne les autres) qui, de plus, sont intégralement à la discréption de la puissance qui la met en œuvre. Par contraste, réinvestir les relations avec des gouvernements et populations étrangers par une offensive de charme peut s'avérer fastidieux, et prend à coup sûr beaucoup plus de temps – de nombreux efforts donc, sans garantie de résultat. La surenchère militaire américaine est justement le reflet de ce piège. Alors que les États-Unis peinent de plus en plus à susciter l'adhésion spontanée du reste du monde à leur supervision globale – au point que même l'efficacité des sanctions financières en pâtit, et ce, malgré la suprématie du dollar –, ils connaissent une véritable fuite en avant.

Or cette fuite en avant risque de se retourner contre Washington, en affaiblissant un peu plus encore sa capacité de séduction. Si nous avons fait une distinction entre coercition et consentement à des fins analytiques, il faut reconnaître que, dans la pratique, les deux interagissent constamment. Ainsi, l'usage de la force exerce une influence rétroactive sur le pouvoir d'attraction d'un pays. Raisonnons par contraste afin de bien souligner la dynamique en cours. D'abord, la Chine : si la consolidation des infrastructures favorisant la portée de la projection de sa force et l'entraînement militaires dans les mers et les airs est un élément clé de la contestation de la supervision américaine, Pékin doit l'accompagner d'un récit l'inscrivant méticuleusement dans la construction d'un ordre international bienveillant. De ce point de vue, les conflits fronta-



liers avec le Bhoutan et surtout l'Inde, ainsi que les différends territoriaux à Taïwan et autour des îles Senkaku-Diaoyu avec le Japon, sans oublier la « langue de buffle » en mer de Chine méridionale rendent peu crédible l'affirmation d'une montée en puissance pacifique que les autorités chinoises répètent à l'envi. De la même manière, Pékin rencontre des difficultés à insérer l'élargissement de ses capacités de projection de la force dans son idéologie non communicationnelle, comme l'indique sa difficulté à reconnaître l'utilisation de ports commerciaux à l'étranger à des fins militaires.

Afin de faire contrepoids à une présence militaire chinoise plus affirmée, les pays de l'Asie du Sud-Est ont plutôt tendance à encourager les Américains à être présents dans la zone. Néanmoins, le recentrage récent des États-Unis autour de coalitions réduites, comme Aukus et le Quad, semble augurer de dissensions avec les pays de l'Asean [199]. Tandis que ces derniers estiment que l'administration américaine est obsédée par la Chine, les États-Unis considèrent que, pour contrer la Chine, le soutien des pays de la région n'est pas suffisant. En effet, les pays de l'Asean doivent composer avec la Chine, dont l'influence régionale ne cesse de croître. Ainsi, ils s'accordent sur l'idée que la prospérité et la sécurité de la région dépendent de relations plus apaisées avec leur grand voisin [200]. Cette dynamique accroît la marge de manœuvre, y compris militaire, de Pékin. Et ce d'autant plus que dans de nombreux pays, en Asie et au-delà, les revendications territoriales de la Chine ne nuisent que peu à sa popularité.

Revenons maintenant aux États-Unis. L'impression qu'ils perdent du terrain en raison de positions militaires offensives



inquiète jusqu'au sein de la galaxie des organes de planification politique. Ainsi, un chercheur affilié au Council on Foreign Relations avance que « pour développer la stratégie et le dispositif futurs des États-Unis dans la région [du Proche-Orient], il suffit d'établir que la présence militaire états-unienne a été et continue d'être l'un des catalyseurs majeurs de l'anti-américanisme et de la radicalisation [201] ». Concernant la présence militaire américaine en Afrique, un constat similaire est dressé dans Military Review, la revue de l'armée américaine : « La politique de militarisation des États-Unis s'est retournée contre eux et a compromis la réalisation de leurs intérêts stratégiques [202] . » Les accusations de plus en plus nombreuses d'hypocrisie dans les dossiers les plus récents de la politique internationale vont dans le même sens.

Traditionnellement, les États-Unis s'appuyaient sur le soft power pour compenser les effets impopulaires de leur présence et de leurs interventions armées. Or, aujourd'hui, leur image se dégrade partout dans le monde, tandis que la Chine – même si elle peine à produire un soft power réellement efficace – gagne en popularité en tant qu'acteur économique majeur répondant à des besoins en infrastructures et en marchandises. L'aéroport sans leçon de morale produit un effet d'entraînement certain que les États-Unis n'arrivent pas à freiner. Et sans doute n'y arriveront-ils pas tant qu'ils ne se mettront pas à la hauteur du projet hégémonique chinois. À défaut d'esquisser une alternative capable de redynamiser l'adhésion volontaire des pays sujets à son autorité, l'hégémon va continuer de s'avilir et risque de n'être bientôt plus qu'une simple puissance dominante.

- [1] Laura PITEL et Guy CHAZAN, « Western pleas over Ukraine fail to sway African and South American leaders », Financial Times, 19/02/2023.
- [2] Kamala HARRIS, « Allocution de la vice-présidente Harris à la Conférence de Munich sur la sécurité », US Department of State, <https://www.state.gov/translations/french/allocution-de-la-vice-presidente-harris-a-la-conference-de-munich-sur-la-securite-2>.
- [3] L. PITEL et G. CHAZAN, « Western pleas over Ukraine fail to sway African and South American leaders », loc. cit.
- [4] ↑ Lauren FEDOR et Laura PITEL, « US warns China not to supply lethal aid to Russia », Financial Times, 19/02/2023.
- [5] Nicola SHORT, « Leadership, neoliberal governance and global economic crisis: A Gramscian analysis », in Global Crises and the Crisis of Global Leadership, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 38-55, p. 42-43 ; Peter THOMAS, The Gramscian Moment: Philosophy, Hegemony and Marxism, Leyde, Brill, 2009, p. 163.
- [6] Isabelle GARO, L’Idéologie ou la pensée embarquée, Paris, La Fabrique, 2009, p. 33.
- [13] Pierre GROSSER, L’Autre Guerre froide ? La confrontation États-Unis/ Chine, Paris, CNRS Éditions, 2023, p. 16.
- [14] Joseph S. NYE, Soft Power and Great-Power Competition, op. cit., p. 64.
- [15] P. GROSSER, L’Autre Guerre froide ?, op. cit., p. 31.
- [16] Tariq ALI, Bush à Babylone, Paris, La Fabrique, 2004, p. 180.
- [17] Katherine MORTON, « China’s global governance interactions », in China & the World, Oxford, Oxford University Press, 2020, p. 167.
- [18] CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE, United Nations Issues: U.S. Funding of U.N. Peacekeeping, Washington D. C., US Congress, 2023.
- [19] K. MORTON, « China’s Global Governance Interactions », loc. cit., p. 167.
- [20] A. ROTH, A Hierarchical Vision of Order, op. cit., p. 127.
- [21] Ibid., p. 129 et aussi 114.
- [22] Ibid., p. 132.
- [23] Ibid.
- [24] Hao SU, « Harmonious world: The conceived international order in framework of China’s foreign affairs », in China’s Shift: Global Strategy of the Rising Power, Tokyo, The National Institute for Defense Studies, 2008, p. 55.
- [25] A. ROTH, A Hierarchical Vision of Order, op. cit., p. 135.

- [26] Ibid., p. 139.
- [27] Gideon RACHMAN, « How the Ukraine war has divided the world », Financial Times, 17/04/2023.
- [28] Fredric JAMESON, Archéologies du futur, Paris, Éditions Amsterdam, 2021, p. 303-305.
- [29] Cité dans Ibid., p. 307.
- [30] Alicia GARCIA-HERRERO et Robin SCHINDOWSKI, « Global Trends in Countries' Perceptions of the Belt and Road Initiative », Working Paper, Bruegel, 2023, <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4434844>.
- [31] B. PARKIN, J. KYNGE et J. LEAHY, « Ten years of China's Belt and Road », loc. cit.
- [32] Jinping XI, « Full text of President Xi's speech at opening of Belt and Road forum », [http://www.xinhuanet.com/english/2017-05/14/c\\_136282982.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2017-05/14/c_136282982.htm).
- [199] B. DE TRÉGLODÉ, « L'Asie du Sud-Est au défi de l'Indo-Pacifique », loc. cit., p. 63.
- [200] ↑ Ibid.
- [201] Bradley L. BOWMAN, « After Iraq: Future U.S. military posture in the Middle East », The Washington Quarterly, 31-2, 2008, p. 77-91, ici p. 85.
- [202] Kofi NSIA-PEPRA, « Militarization of U.S. foreign policy in Africa: Strategic gain or backlash? », Military Review, janvier-février, 2014.

## *Le ministère des contes publics*

Ce spécial C dans l'air n'est donc pas un « reportage » au sens où il pense l'être. Le document, c'est lui même – sans qu'il en sache rien. Il ne parle pas de la dette : il parle LaDette. Il ne montre pas, il est la scène discursive de la dette. Ce n'est pas une « investigation », c'est une miniature. Une collection des essences et des types : agents représentatifs et tropes élémentaires.

La scène est divisée – mais non pas conflictuelle, c'est là tout le point.

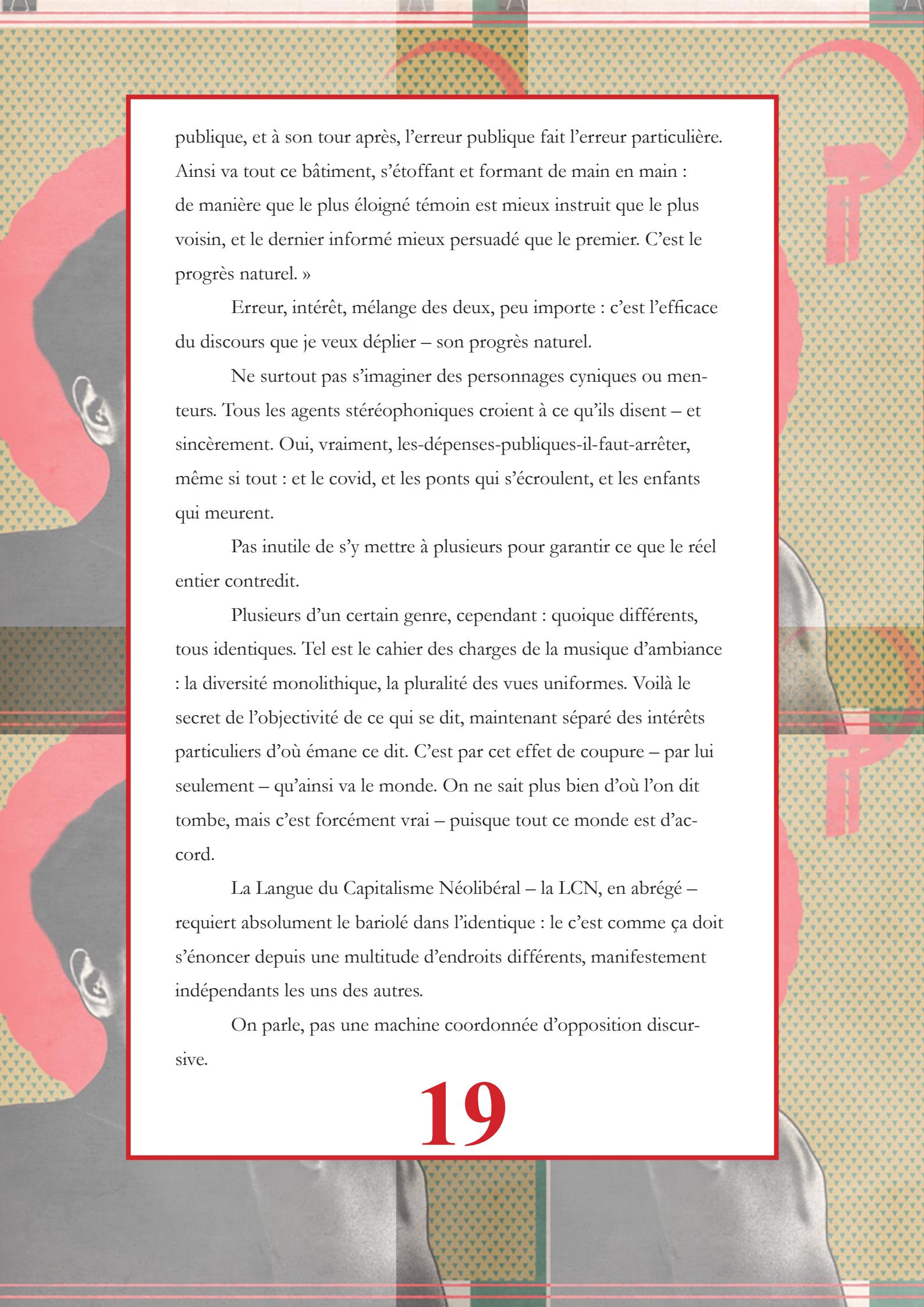
« Objectivité » journalistique oblige : d'un côté il y a les mécontents – on est bien tenu de les montrer -, ils sont pourtant moins des personnes que des désordres affectifs.

De l'autre, la raison réaliste et ses incarnations. Elles sont toutes là, sur France 5 – c'est qu'il faut justifier d'un enfant décédé. Alors on a sorti tous les porteurs de la Justification. Ils se la refilent les uns les autres, l'adhérence est totale : c'est. La Dette, non seulement c'est, mais c'est mal. Et puis c'est mal parce que. Il se trouve que cette répartition sert des intérêts – les leurs, ceux d'autres auxquelles ils sont accrochés. Tout cela pourtant est recouvert par autre chose : le renforcement de la certitude unanime.

Répéter avec autorité les énoncés sanctifiés par le ressassement collectif, ça fait se sentir plein – un contentement pareil, il faudrait s'en priver ? Dans le piège de la dette ne se refuse rien.

La certitude s'accroît de locuteur en locuteur, dans le transport s'affermi l'opinion – celle qu'ils font et celle qui les fait. C'est une propagation, elle galvanise tous ceux qu'elle investit – et nul n'aurait l'idée d'examiner un entraînement.

Montaigne dit : « L'erreur particulière fait première l'erreur



publique, et à son tour après, l'erreur publique fait l'erreur particulière. Ainsi va tout ce bâtiment, s'étoffant et formant de main en main : de manière que le plus éloigné témoin est mieux instruit que le plus voisin, et le dernier informé mieux persuadé que le premier. C'est le progrès naturel. »

Erreur, intérêt, mélange des deux, peu importe : c'est l'efficace du discours que je veux déplier – son progrès naturel.

Ne surtout pas s'imaginer des personnages cyniques ou menteurs. Tous les agents stéréophoniques croient à ce qu'ils disent – et sincèrement. Oui, vraiment, les-dépenses-publiques-il-faut-arrêter, même si tout : et le covid, et les ponts qui s'écroulent, et les enfants qui meurent.

Pas inutile de s'y mettre à plusieurs pour garantir ce que le réel entier contredit.

Plusieurs d'un certain genre, cependant : quoique différents, tous identiques. Tel est le cahier des charges de la musique d'ambiance : la diversité monolithique, la pluralité des vues uniformes. Voilà le secret de l'objectivité de ce qui se dit, maintenant séparé des intérêts particuliers d'où émane ce dit. C'est par cet effet de coupure – par lui seulement – qu'ainsi va le monde. On ne sait plus bien d'où l'on dit tombe, mais c'est forcément vrai – puisque tout ce monde est d'accord.

La Langue du Capitalisme Néolibéral – la LCN, en abrégé – requiert absolument le bariolé dans l'identique : le c'est comme ça doit s'énoncer depuis une multitude d'endroits différents, manifestement indépendants les uns des autres.

On parle, pas une machine coordonnée d'opposition discursive.



Il faut alors se figurer une galerie de parlures, de vêtures et de mines – de grimaces, dit Pascal, oui : un défilé des grimaciens. Réunis sur France 5 pour Le piège de la dette – chacun aura ici son heure ; par ordre de rang. Les ministres d'abord, des anciens, des actuels, et de tous les partis, tous les gouvernements – bariolé identique. Et puis des Sages, eux par-delà l'identique et le bariolé : ils ont atteint la sagesse, celle qu'on trouve à la BCE ou à la Cour des comptes. Enfin : des experts. L'escamotage politique par la technique, c'est leur spécialité.

Quant au média : faut-il préciser qu'il participe lui-même de la scène ?

Caroline Roux raconte une histoire dont elle ne s'avise pas qu'elle est un personnage.

4

Ne jamais négliger les mines. Si certains « s'établissent par la force [...] les autres [le font] par grimace. » Pascal encore : « Nos magistrats ont bien connu ce mystère. Leurs robes rouges, leurs hermines dont ils s'emmaillotent en chats-fourrés, les palais où ils jugent, les fleurs de lys, tout cet appareil auguste était fort nécessaire ; et si les médecins n'avaient pas des soutanes et des mules, et que les docteurs n'eussent des bonnets carrés et des robes trop amples de quatre parties, jamais ils n'auraient dupé le monde qui ne peut résister à cette montre si authentique. »

L'Histoire peut faire varier les formes de cette vérité-là, elle reste un invariant politique. Telle société résulte toujours de la victoire de quelques-une sur les autres – et ceci doit être oublié : « Il ne faut pas [que l'on] sente la vérité de l'usurpation, elle a été introduite autrefois sans raison, elle est devenue raisonnable. Il faut la faire regarder



comme authentique, éternelle et en cacher le commencement si on veut qu'elle ne prenne bientôt fin. »

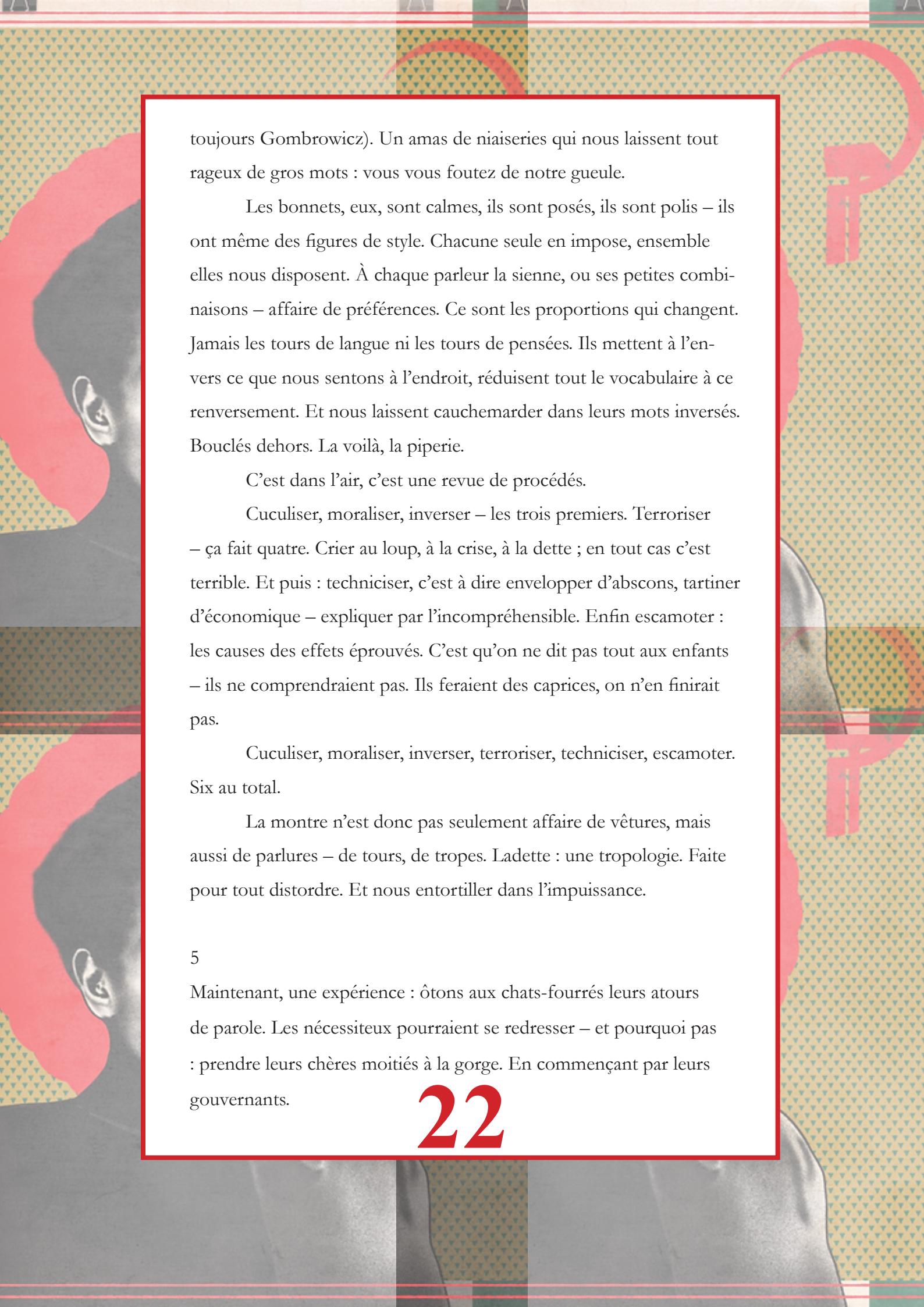
Gramsci et la séquence de Die donnent raison à Pascal : un État ne se soutient pas uniquement par l'appareil de force, mais par l'assentiment passif des dominés. Les gendarmes n'étaient pas nécessaires – la piperie, si. La nuance est d'importance et Gramsci lui donne son concept : l'hégémonie – l'ensemble d'opérateurs de consentement par où une domination devient une direction. Partagée par tous, parlée par tous, elle impose le normal. Elle semble avoir toujours été et devoir toujours être. Elle se prétend de l'intérêt de tous ; en réalité, ne bénéficie qu'à certains.

Un ordre social ne dure qu'à proportion de c'est ainsi. C'est ainsi : il y a des riches et des pauvres, des qui peuvent étudier – d'autres pas ; il y a des gens qui vont se confiner au plein air de l'île de Ré – d'autres qui étouffent à cinq dans un deux-pièces à Saint-Denis ; des qu'on ne contrôle pas – d'autres qu'on tabasse à mort.

C'est comme ça n'existe pas dans sa langue et s'il exprime en fait le triomphe d'un groupe sur les autres, il parle tout le monde comme si tous y gagnaient également.

Nous sommes aussi comptables de la dette publique, affirme le préfet – « nous » ; nous tous, s'entend. C'est dans l'intérêt de nous tous qu'il faut la réduire. Sans doute, parfois des enfants meurent parce que l'hélicoptère n'arrive pas. Il faut aussi accepter qu'il y ait des trous à la raquette.

La grimace sermonne, et les bonnets carrés n'admettent pas de réplique. À eux la morale, à eux la vertu ; à nous le cucul (c'est



toujours Gombrowicz). Un amas de niaiseries qui nous laissent tout rageux de gros mots : vous vous foutez de notre gueule.

Les bonnets, eux, sont calmes, ils sont posés, ils sont polis – ils ont même des figures de style. Chacune seule en impose, ensemble elles nous disposent. À chaque parleur la sienne, ou ses petites combinaisons – affaire de préférences. Ce sont les proportions qui changent. Jamais les tours de langue ni les tours de pensées. Ils mettent à l'envers ce que nous sentons à l'endroit, réduisent tout le vocabulaire à ce renversement. Et nous laissent cauchemarder dans leurs mots inversés. Bouclés dehors. La voilà, la piperie.

C'est dans l'air, c'est une revue de procédés.

Cuculiser, moraliser, inverser – les trois premiers. Terroriser – ça fait quatre. Crier au loup, à la crise, à la dette ; en tout cas c'est terrible. Et puis : techniciser, c'est à dire envelopper d'abscons, tartiner d'économique – expliquer par l'incompréhensible. Enfin escamoter : les causes des effets éprouvés. C'est qu'on ne dit pas tout aux enfants – ils ne comprendraient pas. Ils feraient des caprices, on n'en finirait pas.

Cuculiser, moraliser, inverser, terroriser, techniciser, escamoter. Six au total.

La montre n'est donc pas seulement affaire de vêtures, mais aussi de parlures – de tours, de tropes. Ladette : une tropologie. Faite pour tout distordre. Et nous entortiller dans l'impuissance.

5

Maintenant, une expérience : ôtons aux chats-fourrés leurs atours de parole. Les nécessiteux pourraient se redresser – et pourquoi pas : prendre leurs chères moitiés à la gorge. En commençant par leurs gouvernants.

Pour nous joindre, nous proposer un texte ou être informé.es de nos discussions mensuelles, contactez-nous par mail à editions-communes-brochures@proton.me . Vous pouvez aussi nous suivre sur notre insta @communes.brochures ou retrouver nos autres brochures disponibles en ligne sur communesbrochures.

[noblogs.org](http://noblogs.org)

